ligue communiste

section française de la quatrième internationale

On nous traite de « gauchistes », voire de « casseurs ». Le gouvernement, la bourgeoisie essaient parfois de nous utiliser pour faire peur. Que voulons-nous au juste ?

Nous voulons que les choses changent pour de bon. Nous voulons qu'elles changent comme le voulaient les centaines de milliers de travailleurs qui, en Mai 68, criaient : « Dix ans, ça suffit ! ».

Alors, quinze ans, c'est décidément beaucoup trop !

La corruption, la banqueroute du régime sont à présent connues de tous : trafic d'influences, pots de vin, spéculation immobilière, tout y est ! En revanche, pour les travailleurs, c'est toujours le chômage, les salaires inférieurs à 1000 francs, l'insécurité ou la misère pour les vieux, les cadences, les brimades, en particulier contre les jeunes et les travailleurs immigrés.

A bout de souffle et d'imagination, le pouvoir promet aux Français la prospérité pour... 1985 ! A condition bien entendu que les travailleurs acceptent d'ici là la semaine de travail la plus longue d'Europe, les salaires les plus bas, et l'emballement des prix !

Ça n'est pas possible. Ça n'est pas pensable. C'est pourquoi il existe une telle volonté, massive et résolue, de changement. La question posée, c'est : comment et vers quoi ? Là-dessus portent les divergences au sein du mouvement ouvrier.

Sommes-nous des rêveurs, n'avons-nous pas les pieds sur terre quand nous disons que le socialisme est possible et nécessaire ?

Non. Nous affirmons seulement qu'il n'y a pas de rafistolage, d'aménagement possibles de ce système, qu'il restera ce qu'il est aussi longtemps que patrons et bourgeois monopoliseront les richesses et décideront seuls de leur utilisation.

Il est possible de supprimer le chômage, de réduire massivement la durée du travail. C'est même la condition indispensable pour que les travailleurs aient le temps, le goût et les moyens de prendre en mains leur propre sort, d'organiser collectivement la société, de produire enfin pour la satisfaction de leurs besoins réels.

On nous dit que c'est viser trop haut, qu'on risque de désorganiser la production.

Voire. Il y a du pain sur la planche pour tout le monde. Sans aller chercher bien loin, les besoins non satisfaits en matière d'éducation, de santé, de transports, de logements donneraient de la besogne pour tous.

Ensuite, il y a tout le gaspillage auquel se livre une société comme la nôtre. Les entreprises pharmaceutiques engouffrent quelques 700 millions lourds par an en frais de publicité. Sans parler des dépenses d'armement.

Alors, certains nous disent encore que le socialisme c'est tentant, ce serait sûrement mieux, mais est-ce que cela vaut la peine d'en courir le risque ? Est-ce qu'il ne vaut pas mieux se contenter des miettes qu'on peut encore arracher à la société capitaliste ?

Il faut être conscient que les choses ne restent pas stationnaires. Pour obtenir un sursis, pour prolonger le règne de ses privilèges, la bourgeoisie ne reculera devant rien. Dans sa course effrénée au profit, elle ravage la nature, elle pollue les villes, elle multiplie les armements. Les tonnes de bombes déversées sur le Vietnam donnent un avant-goût de la barbarie à laquelle elle aura recours pour défendre sa société pourrissante.

Entre la résignation complice et la lutte pour la révolution socialiste, il n'y a pas de troisième voie !

On nous objecte encore : « le socialisme, c'est peut-être la solution. Mais l'Union de la Gauche avec son programme commun, c'est quand même mieux que rien, mieux que le régime UDR en tout cas. C'est un pas en avant et, comme on dit, un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ! ».

D'abord, le but du programme commun, ce n'est pas le socialisme. Les partis de l'Union de la Gauche le disent eux-mêmes : ils restent dans le cadre de l'économie de marché, c'est-à-dire dans le cadre du capitalisme. Et le fondement du capitalisme, c'est l'exploitation des travailleurs.

Le programme commun se propose donc de remplacer le gouvernement actuel et de satisfaire certaines revendications ouvrières importantes.

Mais il ne se donne même pas les moyens d'imposer ces conquêtes à la bourgeoisie. Au contraire, l'Union de la Gauche prétend garder la Constitution, respecter les alliances contractées par la bourgeoisie, de l'alliance atlantique au marché commun capitaliste, et Mitterrand se propose en plus de garder Pompidou, s'il le veut bien.

C'est pourquoi nous disons : le programme commun ne vise pas au renversement du capitalisme, et il ne se donne pas les moyens d'imposer à la bourgeoisie ce qu'il promet aux travailleurs. L'Union de la Gauche se condamne ainsi à gérer provisoirement la société capitaliste.

Alors, nous dit-on, vous n'avez que les mots de lutte, de violence, et de révolution à la bouche ? Avec vous, c'est toujours le tout ou rien !

C'est seulement la leçon de l'expérience. C'est par les luttes que les travailleurs arrachent leurs revendications à la bourgeoisie. C'est aussi dans leurs luttes qu'ils commencent à prendre les choses en main, à entrevoir qu'une autre organisation de la société est possible, à sentir qu'ils valent beaucoup mieux que ce qu'on leur fait faire.

Toutes les expériences passées, celle du Front Populaire en 1936, celle de la Libération, celle du Chili aujourd'hui, prouvent qu'on ne passe pas graduellement du capitalisme au socialisme, sans bouleversement. Le socialisme ne s'obtient pas sans la révolution.

Quant à la violence, ce n'est pas pour nous un choix, ou un goût. La violence nous est imposée quotidiennement par l'exploitation capitaliste. La bourgeoisie s'accrochera à son pouvoir avec toute la force de ses polices, de ses bandes armées. On ne peut espérer l'amadouer en faisant le dos rond.

Tout cela est peut-être juste, mais en attendant, il faut bien en finir avec le régime UDR. Et d'ici le 4 mars, il n'y a pas d'autre solution que celle offerte par l'Union de la Gauche, nous dira-t-on encore.

C'est vrai. Il faut en finir avec le régime UDR. Et chasser Pompidou avec. Les travailleurs le ressentiraient comme une première victoire. Ils ne pourraient que s'en montrer plus exigeants. C'est pourquoi, sans soutenir le projet du programme commun, pour balayer le régime UDR et ouvrir la voie aux luttes des travailleurs, nous voterons au second tour pour les candidats de l'Union de la Gauche.

Mais on ne peut pour autant accorder aucune confiance aux Mitterrand, Maurice Faure, Guy Mollet, Jules Moch pour défendre les intérêts des travailleurs. Tous, y compris le PCF en 1946, ont en leur temps géré loyalement la société capitaliste, au détriment des travailleurs. On ne peut aujourd'hui leur faire confiance pour marcher au socialisme.

C'est pourquoi, au premier tour, le vote en faveur des candidatures révolutionnaires sera la meilleure façon d'affirmer la volonté non seulement de battre l'UDR et son régime, mais de mener la lutte jusqu'à la victoire du socialisme.

Là où les candidats de la Ligue Communiste ne seront pas présents, nous appelons à voter pour les candidats de Lutte Ouvrière, ailleurs pour les autres candidats d'extrême-gauche.

Pour nous qui ne croyons pas au renversement de la bourgeoisie par les voies électorales, les 4 et 11 mars ne sont pas une conclusion, une fin, mais seulement une étape. Alors, nous dit-on, et après ? Que proposerons-nous en cas de victoire de l'Union de la Gauche ?

C'est le vrai problème. Si l'UDR est battue, les travailleurs se sentiront renforcés. Mais le capitalisme, l'exploitation, les bandes armées seront toujours là.

Quels seront les pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise ? Se contenteront-ils d'une heure par mois, pour s'informer de la marche de l'entreprise, ou prendront-ils les choses en mains ? Auront-ils la possibilité de révoquer les directeurs dans les entreprises nationalisées, d'exiger l'épuration des petits chefs ? Sur des questions importantes telles que l'hygiène et la sécurité, les licenciements, n'auront-ils qu'une voix consultative ou bien pourront-ils imposer leurs exigences, opposer leur veto aux licenciements ? N'auront-ils que le droit de suggérer de nouvelles nationalisations ou pourront-ils les exiger ?

Telles seront les questions à l'ordre du jour !

On parle déjà de fuite des capitaux. Les employés de banque seront-ils encouragés à exercer leur contrôle direct sur les mouvements de capitaux ? Telle sera encore la question.

L'armée qui brise les grèves et fait régner l'ordre colonial dans les soi-disants TOM et DOM, la police, responsables de la répression contre les ouvriers et les jeunes, la haute administration aux mains de la bourgeoisie seront-elles brisées ? Les corps spéciaux et les polices parallèles coupables du meurtre de Pierre Overney et de Michel Labroche seront-ils dissous ? Le droit de réunion, d'information, d'organisation reconnu au contingent ? Les travailleurs seront-ils appelés à se mobilisés, à organiser l'auto-défense contre les bandes armées du capital, contre les SAC, les CDR, la CFT ? Les travailleurs pourront-ils exiger l'aide, y compris militaire, aux peuples en lutte contre l'impérialisme, en tout premier lieu aux trois peuples d'Indochine ? Reconnaîtra-t-on tous les droits politiques aux travailleurs et militants immigrés ?

Ces questions, nous ne nous contenterons pas de les poser, nous entreprendrons de les résoudre. Nous proposerons à toutes les forces ouvrières révolutionnaires de s'y atteler avec nous, à la base, en suscitant des comités de mobilisation populaires.

pour battre l'u.d.r. et chasser pompidou !

SANS FAIRE CONFIANCE A L'UNION DE LA GAUCHE POUR ALLER AU SOCIALISME.

pour le pouvoir des travailleurs !

soutenez les candidats révolutionnaires

le 4 mars

votez ligue communiste

vu, le candidat.

Ligue Communiste, 10 impasse Guéménée Paris 75004

Imprimerie Abexpress - 72, rue du Château-d'Eau, Paris